

Tendances

Le dynamisme du Président Emmanuel Macron sur la scène internationale est un fait. Au Moyen-Orient, on a tendance à évoquer surtout la **visibilité** du nouveau Président, plus que son action lorsque cela concerne les dossiers régionaux.

En quelques semaines, Macron s'est déjà entretenu, par téléphone, avec le Roi du Maroc Mohammad VI, le Roi d'Arabie saoudite Salman Ben Abdulaziz, le Président du Liban Michel Aoun, le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu, le Président iranien Hassan Rouhani, le Président égyptien Abdel-Fattah al-Sissi, le Premier ministre libyen Fayez Serraj, en plus d'une rencontre à Paris avec des représentants d'une faction de l'opposition syrienne (*premières personnalités arabes à être reçues à l'Élysée...*).

Mais, pour le moment, on tente de décoder les déclarations et communiqués de la Présidence, le calendrier diplomatique du Président, et les prises de position affichées, souvent des positions de principe, sur les dossiers de l'actualité internationale et moyen-orientale. Et **on attend de voir**.

C'est en couple, ou en groupe, que le Président Emmanuel Macron avance sur la scène internationale. La France, gaulliste, celle sollicitée naturellement par la mémoire collective arabe, se dissipe derrière le couple franco-allemand qui se consolide, la poignée de mains défiante entre Macron et Trump (*qui vient de lui offrir une nouvelle tribune internationale en annonçant la sortie de l'Accord de Paris*), la *bromance* Macron-Trudeau, le sommet versaillais entre Macron et Poutine, l'accueil de Modi à Paris, l'UE, le G7, l'Otan.

Sur l'ensemble des dossiers intéressant ses partenaires arabes traditionnels au Moyen-Orient, ses partenaires dits de référence, ou encore Israël et même l'Iran, **la France donne l'image d'une force d'appoint, utile, voire très utile dans certains cas, mais rarement indispensable.** L'Élysée, toujours prisonnier du calendrier politique interne, donne de multiples signaux en ce sens (*depuis d'ailleurs la rebaptisation du Ministère des Affaires étrangères en Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et la récupération et la centralisation, au sein de la Présidence, des décisions stratégiques liées aux affaires extérieures*). Et cela nous paraît sage et raisonnable dans le contexte actuel.

La LettreM

La LettreM est un bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

La LettreM est destinée aux partenaires régionaux de la France et aux acteurs français (diplomatiques, militaires, économiques et culturels) présents sur la zone MOAN.

La LettreM commente et analyse l'actualité française sur la zone MOAN, avec l'ambition d'aider les partenaires de la France à mieux comprendre et interpréter ses actions et politiques actuelles.

La LettreM propose aussi aux partenaires français des pays arabes et de l'Iran une veille stratégique et opérationnelle de la zone MOAN

La LettreM s'articule autour des axes suivants :

• Tendances

Une synthèse de l'actualité franco-régionale et une mise en perspective des signaux faibles

• E-Diplomacy

Expressions diplomatiques sur la twittosphère

• La France vue par les 24

La perception des actions et politiques françaises suivant un prisme arabe et régional

• Grands contrats

Les enjeux commerciaux majeurs : BTP, Énergie, Défense, Transports, Santé, Finances

• Spotlight

La bourse des acteurs et des décideurs sur la voie Paris-MOAN

Recentrage de la politique française au Moyen-Orient : relativiser et rationaliser

Vu du Moyen-Orient, **on anticipe un changement de politique** par rapport au mandat Hollande, **sans en comprendre les vraies orientations**, et on annonce l'inauguration avec Macron d'une **nouvelle ère de réalisme politique dans la gestion des dossiers moyen-orientaux pressants**.

Mais on voit cela dans le cadre d'un jeu d'alliances ponctuelles et variables, voire opportunistes, reflétant **un fort degré de pragmatisme chez le Président français** : l'engagement de la France dans la lutte contre le terrorisme, réaffirmé à partir de Gao, se ferait davantage dans le cadre d'une action collective européenne et internationale ; le règlement de la crise syrienne, qui passe désormais pour Paris par l'élimination de Daech, ne se ferait qu'en coordination avec la Russie et l'Iran, et sous le parapluie de l'ONU; la crise libyenne, devenue européenne et internationale, impose une plus grande coordination avec les divers acteurs libyens, régionaux et internationaux.

Les exemples sont nombreux où Macron a pu montrer **une réelle volonté d'agir sur les dossiers du Moyen-Orient, de manière pragmatique, en couple ou en groupe**. Pour les alliés et partenaires régionaux de la France, et pour ses adversaires aussi, il s'agit encore aujourd'hui **d'indications qui attendent d'être confirmées officiellement** lors de la présentation de la politique étrangère et moyen-orientale de Macron et du prochain gouvernement, et, surtout, dans les actes.

A Paris, plutôt que de plancher sur une nouvelle « politique arabe » ou sur la recherche d'un « rôle central » pour la France, les responsables du dossier MOAN gagneraient à **relativiser le poids de cette région** dans la politique internationale du nouveau pouvoir et à **rationaliser** leur approche des dossiers régionaux : **se débarrasser des boulets historiques et géographiques que la France traîne ici pour se concentrer, de manière rationnelle et pragmatique, sur des créneaux porteurs, des dossiers valorisants, une diplomatie économique efficace (...)**.

*La suite de **Tendances** est réservée aux clients de MESP*

E-Diplomacy

Le long weekend de l'Ascension a été l'occasion pour le directeur de cabinet du Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères **Emmanuel Bonne** de revenir au Liban faire sa tournée d'adieu après y avoir occupé pendant deux ans le poste d'Ambassadeur.

Le compte sur Twitter [@AmbaFranceLiban](#) a été chargé les 27 et 28/05, en rapportant les étapes de la tournée protocolaire de Bonne qu'il a entamée avec sa visite au Président du Parlement Nabih Berri, et achevée avec le Président Michel Aoun (*qui lui a remis les insignes de Grand Officier dans l'Ordre national du Cèdre*), puis avec le Ministre des Affaires étrangères Gebran Bassil.



Photos à l'appui, [@AmbaFranceLiban](#) annonçait ainsi officiellement le départ de Bonne, sans préciser son nouveau poste parisien, après quelques semaines de rumeurs et de spéculations. Son engagement dans la campagne présidentielle du candidat Macron, dont il a organisé une visite réussie au Liban, lui vaudrait, en partie, cette promotion.

Emmanuel Bonne aurait donc passé deux ans au Liban, seulement. En attendant la nomination d'un nouvel Ambassadeur, Arnaud Pescheux, vice-chef de mission, dirige les affaires de l'Ambassade et joue très bien son rôle. Le rendez-vous du 14 Juillet, qui coïncide avec l'escale dans le Port de Beyrouth d'un FREMM de la Marine

Nationale, se fera-t-il en l'absence d'un nouvel Ambassadeur (*l'Ambassade du Liban à Paris est elle aussi sans Ambassadeur, et depuis quelques années*) ?

A Beyrouth, on s'était félicité [lors de la nomination à l'Ambassade du Liban](#) de celui qui était conseiller du Président français. Bonne, dont on disait qu'il avait l'oreille de François Hollande, était à son premier poste d'Ambassadeur. Ce spécialiste du Moyen-Orient avait servi aussi à l'ONU et en Arabie saoudite.

A Beyrouth donc, il aurait été un des moteurs du Groupe International de Soutien au Liban, et il aurait réussi à motiver ceux qui, parmi ses collègues, pouvaient douter... Pourtant, son dynamisme n'aurait pas réussi à débloquer [le programme d'aide franco-saoudien au profit de l'Armée libanaise](#), un programme mal conçu et excessivement politisé. Malgré ses efforts, et son optimisme, l'Armée libanaise n'aurait reçu que les missiles MILAN, livrés par Jean-Yves Le Drian alors Ministre de la Défense (*alors qu'elle est sous pression sur le front djihadiste, l'Armée libanaise recevait, le 29/05, un nouveau lot de véhicules et de missiles Hot, ainsi que des munitions et des chiens détecteurs d'explosifs ; cette aide, d'une valeur de €30m, a été livrée officiellement par Pescheux, après le départ de Bonne, dans le cadre de son soutien à la guerre contre le terrorisme menée par Beyrouth*).



Dans un autre registre, l'Ambassadeur de France aurait mal interprété le contexte qui devait aboutir à l'élection du général Michel Aoun à la Présidence, conseillant à l'Élysée d'appuyer l'option Slaïman Frangieh (*qui est aussi*

l'option...Assad). Bonne s'alignait alors sur l'axe saoudo-haririen, perdant de vue certaines subtilités libano-libanaises, et négligeant l'évolution du rapport des forces géopolitiques observée alors... Ce fut là son deuxième regret à Beyrouth : avoir misé sur le mauvais cheval présidentiel...

Les responsables libanais qu'il a rencontrés avant son départ pensent avoir en la personne du nouveau dircab du MEAE, un relais utile pour la défense du Liban et des relations franco-libanaises. Ils ont certainement raison, même si, l'expérience récente doit les alerter sur les limites de l'action d'un haut fonctionnaire lorsqu'il s'agit du délicat dossier du Moyen-Orient et du Liban en particulier...

Alors qu'il quitte le Liban, Bonne accorde une dernière interview à *L'Orient-Le Jour* et à *Annahar* (30/05) où il affirme « qu'en politique étrangère, il faut d'abord faire preuve de réalisme »... Un nouveau signe de ralliement au Président Macron qui semble prendre de court tout le monde, y compris et surtout les plus engagés idéologiquement autour de lui, par son réalisme et son pragmatisme...

La suite de cette note et de la rubrique E-Diplomacy est réservée aux clients de MESP

La France vue par les 24

« Le Président de la République a rappelé son engagement personnel sur le dossier syrien et son soutien à l'opposition syrienne en vue d'une transition politique en Syrie ». Cette prise de position officielle du Président Macron est rappelée par l'Elysée à l'issue de la rencontre (30/05) entre le chef de l'Etat et le coordinateur du Haut comité de l'opposition syrienne en vue des négociations Riad Hijab (*qui a rencontré par la suite le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian à l'occasion de la rencontre de ce dernier avec Staffan De Mistura, émissaire de l'ONU en Syrie*). Le communiqué de l'Elysée, publié sous la rubrique « International, Développement et Francophonie », précise que Macron « a tenu à saluer » Hijab « à l'occasion de sa visite à Paris », ainsi que sa délégation. Cet ancien Ministre puis Premier ministre du Président Bachar el-Assad, passé depuis dans le camp de l'opposition avec les encouragements du Qatar notamment, était accompagné de « l'ambassadeur » en France de la coalition nationale syrienne Monzer Makhous, du coordonnateur adjoint du Haut comité de l'opposition en vue des négociations Georges Sabra, et de Mme Basma Kodmani, membre de l'équipe des négociateurs à Genève et lobbyiste anti-Assad au sein de l'administration française.

Le Président français a tenu à faire ce geste envers cette faction de l'opposition syrienne, hébergée en partie à Paris depuis de longues années, après avoir discuté du dossier syrien avec le Président russe Vladimir Poutine lors de leur rencontre à Versailles (29/05) et avec le Président iranien Hassan Rouhani (*lors de leur entretien*

téléphonique quelques jours auparavant). Alors que Macron recevait la délégation syrienne, une délégation peu représentative sur le terrain, Poutine discutait du dossier syrien à Moscou avec l'homme fort de Riyad, le vice-Prince héritier, deuxième vice-Premier ministre, Ministre de la Défense Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz. Poutine avait parlé Syrie avec le Président iranien lors d'un entretien téléphonique le 27/05, avant sa rencontre avec Macron.

Vu du Moyen-Orient, et à travers les yeux des alliés mêmes de la France, le nouveau Président français **s'efforce de rester dans le jeu syrien, à travers une série de leviers qu'il ne semble pas encore maîtriser** parfaitement :

- (i) l'engagement militaire qui se réduit désormais à une présence des Forces spéciales auprès de groupes amis engagés en Syrie et en Irak contre Daech, avec un objectif, tout aussi limité, celui de gérer le dossier des djihadistes français (*cela se traduit forcément par un allègement de la contribution française aux opérations d'envergures menées dans le cadre des stratégies élaborées par l'état-major militaire américain pratiquement, même si Paris menace Damas de représailles en cas d'emploi d'armes chimiques*) ;
- (ii) la coordination avec les divers acteurs régionaux et internationaux qui comptent (*Russie, Etats-Unis, Iran, Turquie, ONU, en attendant des rencontres à programmer avec les Saoudiens qui s'inquiétaient récemment des rumeurs sur la possible réouverture de l'Ambassade de France à Damas ; les Jordaniens etc.*), mais toujours en retrait par rapport aux acteurs principaux, entendre les Russes et les Américains ;
- (iii) l'évaluation d'alternatives politiques, alors que Paris adhère aux priorités russes et américaines avec à leur tête l'élimination de Daech, appuyant « une transition politique », le retour à la table des négociations, et la préservation de l'Etat syrien, etc. ;
- (iv) le soutien, renouvelé, de certaines franges de l'opposition syrienne, même les plus marginales et celles dont la légitimité est plus que contestée sur le terrain, pour maintenir quelques cartes entre les mains des négociateurs français, surtout dans la perspective d'une recomposition du pouvoir en Syrie et dans la perspective aussi de vastes contrats de reconstruction.

A Paris, l'opposition syrienne (et ses soutiens français), qui a imposé la présence, maladroite, de quelques-uns de ses drapeaux lors des célébrations de la victoire de Macron (*où seul le drapeau français était autorisé*), attendait impatiemment un geste du nouveau pouvoir. Elle devrait se contenter, pour le moment, de cette rencontre, symbolique entre Macron et la délégation conduite par Hijab, et du renouvellement par le Président de son « engagement personnel » à œuvrer pour une transition politique en Syrie. Le grand jeu se joue ailleurs. Macron, qui parle donc de la Syrie avec l'axe opposé, celui de Moscou-Téhéran, aura eu le mérite de ne pas baisser les bras sur ce dossier, et de le remettre à l'ordre du jour. Cela maintient une certaine présence française sur ce dossier désormais traité entre Moscou et Washington. **On est encore dans la symbolique, d'autant que les positions françaises s'avèrent, dans les faits, adossées à celles de la Russie...** C'est ainsi en tout cas qu'elles sont désormais perçues par bons nombres de partenaires et acteurs au Moyen-Orient (...)

*La suite de cette note et de la rubrique **La France vue par les 24** est réservée aux clients de MESP*

Grands contrats

Arabie saoudite : La France compte l'Arabie saoudite parmi ses partenaires arabes de référence. C'est le cas depuis de longues années, avec pour la France des retombées économiques et commerciales... arbitraires. Le *National Transformation Plan* que défend le vice-Prince héritier saoudien Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz est l'occasion pour Riyad, alors qu'il subit les contraintes économiques, financières, politiques, sociales et militaires, que l'on sait, de faire miroiter de nouvelles opportunités d'affaires à ses partenaires, anciens et nouveaux. Très vite, « *Vision 2030* » devenait la pierre angulaire des relations entre l'Arabie saoudite et ses partenaires, et les industriels, y compris ceux de secteurs technologiques et stratégiques, pensent y trouver leur intérêt. S'il y a un exemple frappant, ce serait bien celui des Etats-Unis, gouvernement et milieux d'affaires confondus. Mais les partenaires plus modestes, comme la Turquie et l'Italie par exemple, ne sont pas en reste, et placent désormais « *Vision 2030* » au cœur de leur stratégie saoudienne.

A signaler que l'Ambassadeur italien à Riyad Luca Ferrari, et à l'occasion de la fête nationale italienne, s'est fendu d'une tribune dans la presse saoudienne (*Arab News*, 02/06) pour réaffirmer l'engagement pris par l'Italie à soutenir *Vision 2030* : « ***Italy is committed to Vision 2030*** » ... Un an auparavant, alors que le Président François Hollande ne manquait pas une occasion pour réaffirmer l'alignement de la France au Moyen-Orient sur les politiques saoudiennes, et alors que le bilan économique et commercial dressé par Paris s'avérait décevant après des années d'engagement..., **MESP invitait le gouvernement français à « [placer Vision 2030 au cœur de sa politique saoudienne](#) »** (juin 2016). Aujourd'hui, alors que le nouveau Président français doit encore définir sa politique moyen-orientale, et recentrer les relations franco-saoudiennes, notre conseil est toujours valable... A moins que la France ne décide de détourner complètement de son alliance avec Riyad... Cela ne semble pas à l'ordre du jour, pour le moment, malgré les indispensables et inévitables recentrages annoncés...

*La suite de ces notes et de la rubrique **Grands contrats** est réservée aux clients de MESP*

Spotlight

Arabie saoudite

Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz, vice-Prince héritier, deuxième vice-Premier ministre, Ministre de la Défense, s'est rendu à Moscou (29/05) où il a été reçu par le Président Vladimir Poutine. Il était accompagné de son Ministre de l'Energie qui a eu des discussions avec son homologue russe, avant de se rendre en Azerbaïdjan. MBS a discuté avec Poutine d'une série de dossiers : pétrole et gaz, investissements dans les technologies liées à l'énergie, échanges économiques (*25 projets communs d'une valeur de \$10md sont à l'étude*), contrats d'armements, visite du Roi Salman Ben Abdulaziz à Moscou, Syrie, Iran, Libye, Yémen. Poutine recevait MBS au lendemain de sa visite en France et de sa rencontre avec le Président Emmanuel Macron à Versailles. MBS se rendait à Moscou après la (très fructueuse) visite du Président américain Donald Trump à Riyad.

Egypte

Le Président égyptien **Abdel-Fattah al-Sissi** s'est entretenu, par téléphone, avec le Président français Emmanuel Macron, à l'initiative de ce dernier. La Libye était au cœur de l'entretien. La veille, Macron avait pris l'initiative aussi de s'entretenir, par téléphone également, avec le Premier ministre du gouvernement libyen (*soutenu par l'ONU et l'UE*) Fayez Serraj, dont on dit qu'il se serait plaint de l'élargissement des interventions militaires égyptiennes « à l'avantage » de son rival le chef de l'Armée nationale libyenne le maréchal Khalifa Haftar. Les Rafale égyptiens, qui assuraient la supériorité aérienne des F-16 engagés contre les adversaires de Haftar (*officiellement contre les djihadistes*), étaient engagés pour la première fois dans les opérations en Libye, ce qui est en soi une montée en puissance des moyens militaires égyptiens qui inquiéterait forcément plus d'un sur le sol libyen. A l'exception des Emirats Arabes Unis, et de Khalifa Haftar bien évidemment, les autres acteurs, impliqués directement ou indirectement, s'en inquiètent en effet. Les Français, qui ne désespèrent pas d'imposer un modus vivendi entre Haftar et Serraj pour éviter un effondrement total de la situation en Libye, et les autres acteurs européens, y compris l'Italie bien évidemment.

Mais le facteur nouveau semble être le manque de soutien russe aux nouvelles actions militaires égyptiennes en Libye. La réunion au Caire des Ministres des Affaires étrangères et de la Défense russes et égyptiens n'aurait pas réussi à dissiper certains désaccords entre Sissi et Poutine sur le dossier libyen, un dossier sur lequel les deux parties coordonnaient pourtant leurs actions depuis des mois. Sissi doit se sentir plus libre dans sa politique internationale, maintenant que ses relations avec Washington connaissent une très nette amélioration, pour se permettre de se distancier de ses partenaires sur certains dossiers. Ce qui est valable pour la Russie, l'est aussi pour la France.

Le dossier libyen aurait dû être à nouveau à l'ordre du jour entre la France et la Libye à l'occasion de la visite au Caire du Ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian. Ce dernier avait démenti, le 02/06, l'intention de Paris de rouvrir son Ambassade à Tripoli, pour des raisons de sécurité. Il réagissait au communiqué publié le 30/05 par le PM Serraj qui affirmait, à l'issue de son entretien téléphonique avec Macron,

que le Président français s'était engagé à rouvrir l'Ambassade « le plus tôt possible » ... Le Quai d'Orsay (en fait l'équipe Le Drian) et l'Élysée auraient-ils besoin d'une meilleure coordination sur le dossier libyen comme le suggère ce malentendu autour de l'Ambassade ? Finalement, après l'attentat de Londres où Le Drian a choisi de se rendre, c'est la Ministre des Armées Sylvie Goulard qui s'est rendue au Caire où elle a été reçue (05/06) par le Président Sissi, et où elle s'est entretenue avec le Ministre égyptien de la Défense Sodqi Sobhi (le communiqué publié par le Ministère des Armées précise que Mme Goulard se rend au Caire « à la demande du Président » Macron, et cela après l'entretien téléphonique entre les Présidents français et égyptien (20/05)). Goulard est Ministre des Armées. Pour les autorités égyptiennes, elle est aussi l'auteur d'un appel lancé en mars 2016 (re : affaire Giulio Regeni), pour dénoncer « les campagnes d'intimidation et de détention arbitraire à grande échelle » que le gouvernement égyptien mène en dépit de ses engagements.

Qatar

L'émir **Tamim Ben Hamad Al Thani** est visé, personnellement, par la campagne anti-Qatar menée par l'axe saoudo-émirati et encouragée par Bahreïn et l'Égypte. La presse saoudienne va jusqu'à lui prédire le même sort que le Président égyptien (Frères Musulmans) Mohammad Morsi qui s'est permis de s'en prendre à l'Arabie saoudite, avant d'être renversé et jeté en prison... Les médias saoudiens n'excluent pas un coup d'Etat contre TBH, en fait un sixième coup de palais dans l'histoire récente de l'émirat, et avancent deux scénarios : selon le premier scénario, TBH serait renversé par les descendants du premier gouverneur du Qatar, Ahmad Ben Ali, qui se sentent toujours injustement écartés du pouvoir ; selon le deuxième scénario, TBH serait renversé par son propre père l'ancien émir Hamad Ben Khalifa Al Thani et son fils cheikh Mishaal Ben Hamad Al Thani qui n'a toujours pas digéré son éviction du système sans ménagement...

Le dossier qatari était à l'ordre du jour des discussions qu'a eues à Djeddah (02-03/06) le Prince héritier d'Abou Dhabi cheikh Mohammad Ben Zayed Al Nahyan avec le Roi Salman Ben Abdulaziz et le vice-Prince héritier Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz. L'axe saoudo-émirati intensifie la pression sur TBH, et n'entend pas, dans le contexte actuel, donner une quelconque chance à la médiation que l'émir du Koweït cheikh Sabah el-Ahmad Al Sabah tentait de lancer afin d'éviter l'escalade au sein du Conseil arabe de Coopération du Golfe. Le 05/06, à l'issue de la visite de MBZ à Djeddah et celle du MAE saoudien Adel al-Jubeir au Caire, l'Arabie saoudite, Bahreïn, les EAU et l'Égypte annonçaient la rupture de leurs relations avec le Qatar.

Le Secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson a immédiatement réagi, appelant à « l'unité ». Non sans cynisme, l'Iran a dénoncé les pressions visant à isoler le Qatar, alors que la Turquie (base militaire) proposait une médiation entre Doha et les pays arabes du Golfe.

La France gagnerait à rester au-dessus de ces tiraillements interarabes, si elle veut éviter de devoir choisir entre deux camps qu'elle compte parmi ses partenaires arabes de référence...

*La suite de cette note et de la rubrique **Spotlight** est réservée aux clients de MESP*

Middle East Strategic Perspectives

Business Intelligence | Strategic Monitoring | Stakeholder Mapping | Due Diligence | Communication & Business Diplomacy
www.mesp.me | contact@mesp.me